

Déclaration de S.E. M. François Bozizé,
Président de la République Centrafricaine,
à la Conférence de haut niveau
sur la Sécurité Alimentaire Mondiale

Les défis du changement climatique et des bioénergies

présentée par M. Jean-Eudes TÉYA,
Ministre d'État au Développement Rural

Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Excellence Monsieur le Directeur Général de la FAO,

Excellences Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Distingués participants,

Mesdames, Messieurs,

Des voix autorisées se sont déjà exprimées depuis de nombreux mois, et depuis le début de cette conférence, sur le drame de la flambée des prix dans le monde et ses effets dévastateurs pour les économies de nos pays et sur la vie des hommes et des femmes, particulièrement dans les pays les plus fragiles.

Aussi, vous parlerai-je essentiellement du cas de la République Centrafricaine, pays enclavé, pauvre parmi les plus pauvres, durement frappé par la hausse du prix du pétrole. Autrefois, dernière tâche blanche au cœur de l'Afrique, aujourd'hui son éloignement de la mer rend la RCA l'une des destinations les plus chères au monde aussi bien pour le transport passagers que pour le fret, avec les effets que l'on sait sur les prix des produits de première nécessité.

Depuis le début de cette année, la Centrafrique a connu une inflation importante sur les produits de première nécessité tels que le riz, la farine, le ciment, l'huile, le sucre, le lait ... Le tableau suivant donne un aperçu de l'ampleur de cette flambée des prix.

PRODUITS	PRIX DE RÉFÉRENCE (janvier 2008)	PRIX CONSTATÉS 11 avril 2008	Écart%	PRIX CONSTATÉS début mai 2008	Écart%	Notes
Farine (sac de 50 kg)	15.000	30.000	100,00%			
Viande rouge (kg)	750	1.500	100,00%	2.500	233,33%	[1]
Boîte d'allumettes	25	50	100,00%	50	100,00%	[2]
Savon de ménage	50	100	100,00%	200	300,00%	
Marmite en fonte (capacité ?)	2.500	5.000	100,00%	6.500	160,00%	
Huile d'arachide (litre)	800	1.550	93,75%	1.800	125,00%	
Ciment (sac de 50 kg)	9.750	16.750	71,79%	18.000	84,62%	
Sucre (sachet de 1 kg)	600	900	50,00%	950	58,33%	
Concentré de tomate (petite boîte)	100	150	50,00%	150	50,00%	
Riz (sac de 50 kg)	17.500	25.000	42,86%	28.000	60,00%	
Lait (boîte de Nido - 400 g)	1.750	2.500	42,86%	3.000	71,43%	
Transport urbain (pk12 - Centre ville)	125	175	40,00%	375	200,00%	[3]
Huile de palme (litre)	600	800	33,33%	800	33,33%	
Sel (sac de 25 kg)	3.500	4.500	28,57%	4.500	28,57%	
Manioc (en bassine Ngawi)	2.500	3.000	20,00%	4.000	60,00%	[4]
Sel gemme (Natron)	13.500	15.500	14,81%	17.000	25,93%	
Boule de savon artisanal	100	100	[*]	100	[*]	

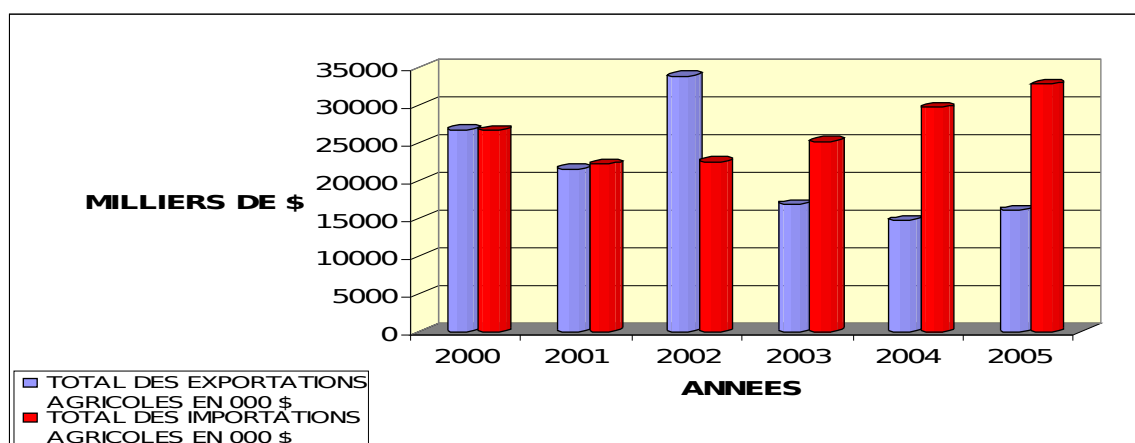
[*] : Si la boule de savon artisanal se trouve toujours au même prix sur le marché, son poids a diminué de 20 % à 33 %.

[1] : Le kilogramme de viande de veau coûte actuellement 2.500 F, celui d'un bœuf se négocie jusqu'à 3000 F.

[2] : Le prix de la boîte d'allumettes est resté à 50 F depuis avril, mais le nombre de bûchettes dans la boîte a fortement diminué !

[3] : Les trajets des transports urbains ont été fractionnés en trois ou quatre tronçons, le passager devant acquitter le prix antérieur du trajet pour chaque tronçon.

[4] : Le prix de la bassine de manioc est très volatil. Alors qu'aucun élément de sa structure de prix n'a encore subi de hausse, les marchandes tentent de préserver leur pouvoir d'achat en vendant à la hausse.



Cette flambée s'explique par la conjugaison d'une série de facteurs :

a] Le pays est importateur net de produits agricoles et alimentaires.

Plus de 50 % environ des importations de la RCA sont constituées de produits agricoles et de denrées alimentaires. Au cours des décennies antérieures, l'importation de ces produits agricoles et denrées alimentaires à bas prix a eu pour effet de faire chuter les prix intérieurs des produits agricoles à des niveaux non rentables pour les agriculteurs et les éleveurs centrafricains, décourageant, ainsi, la production agropastorale centrafricaine et l'investissement productif dans le secteur. L'agriculture et l'agro-industrie ne jouant plus correctement leur rôle, le marché intérieur est devenu fortement dépendant des approvisionnements extérieurs. Cette évolution a placé la RCA dans une situation de grande vulnérabilité face aux chocs provoqués par la volatilité des prix mondiaux, telle que nous pouvons l'observer aujourd'hui.

b] Dépendance des conditions extérieures :

La majorité des produits vendus sur le marché centrafricain étant importés et peu manufacturés, la détermination du niveau des prix locaux dépend en partie de la fluctuation des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Or, ceux-ci atteignent actuellement des sommets (+30% en 2 semaines pour le riz thaïlandais (1^{er} exportateur), niveau inégalé depuis 30 ans pour le blé, records historiques pour les produits pétroliers, etc.

c] L'extrême faiblesse de l'économie centrafricaine et ses faibles niveaux de productivité la rendent incapable d'absorber, ou d'amortir les chocs provoqués par la volatilité de prix mondiaux.

d] Incidence des politiques des pays de la sous région :

Au niveau sous-régional, plusieurs facteurs ont par ailleurs accentué la hausse des prix en RCA, notamment la pénurie de ciment bon marché. Le Cameroun et la République Démocratique du Congo en ont suspendu temporairement l'exportation. Il faut également citer les contraintes d'approvisionnement et d'acheminement des marchandises transitant par le territoire camerounais (*récentes émeutes à Douala, nouvelles mesures fiscales au Cameroun, renforcement des contrôles à la frontière*).

L'économie centrafricaine a « importé » l'inflation internationale et a été affectée par un environnement sous-régional défavorable. La hausse des prix locaux, parfois très prononcée (plus de 40 % pour le riz, plus de 90% pour l'huile en trois mois, plus de 100% pour les farines et la viande...), s'explique également par des spécificités locales et des facteurs endogènes à l'économie centrafricaine :

- I. rétablissement de la TVA en janvier 2008, y compris sur des produits auparavant exonérés (*riz, farine, ciment, lait*) ; ces produits viennent cependant de faire l'objet de mesures de défiscalisation (*T.V.A. de 19% à 5%, sauf sur le riz*),
- II. insécurité quotidienne dans une majorité de régions agricoles, (*coupeurs de routes, rebelles armés*),
- III. pénurie de certains produits de grande consommation,
- IV. baisse des subventions au secteur pétrolier intervenue il y a une semaine, entraînant une forte hausse des prix des carburants à la pompe, etc.

Il faut souligner, enfin, l'effet de contagion de la hausse du prix des denrées alimentaires, du ciment et des produits pétroliers sur les autres pans de l'économie (*effet sur les coûts de productions, et sur les services de transport*).

Impacts de la flambée des prix sur la population :

Baisse de la consommation :

Il faut rappeler ici qu'un tiers ($\frac{1}{3}$) environ de la population centrafricaine vit avec moins de 2 €/jour. Dans cette catégorie, le centrafricain est obligé de restreindre son alimentation quotidienne à 2.100 - 2.200 Kcal/jours au lieu de 2.400 Kcal/jour. En effet, il consomme moins de produits nutritifs ou protéiques).

Un autre tiers ($\frac{1}{3}$) environ vit avec moins d'1 €/jour. Dans cette catégorie, le centrafricain ne mange plus qu'une fois par 24 heure (1.850 à 1.900 Kcal/j) ; des carences alimentaires s'installent, des maladies apparaissent (anémies...) qui diminuent les capacités physiques et mentales des populations touchées. Naturellement c'est la frange la plus fragile de la population qui sera la plus affectée (femmes allaitantes, enfants...)

Accroissement de la pauvreté :

La pauvreté touche 70 % environ de la population centrafricaine. La flambée des prix va accentuer le phénomène de pauvreté en milieu urbain et en milieu rural. Toutes les franges de la population seront concernées. Les fonctionnaires, par exemple, qui avaient accumulé jusqu'à plus de trente mois d'arriérés de salaires et qui étaient parvenus à éponger une partie de leurs dettes grâce aux deux mois de salaires récemment perçus, vont s'endetter de nouveau et même davantage du fait de cette flambée des prix.

Irréversibilité des prix des denrées alimentaires :

La flambée des prix des denrées alimentaires est d'autant plus préoccupante que ces prix ne reviendront plus à leur niveau initial même si les prix mondiaux diminuent. En effet, nulle part l'on a assisté à la baisse du prix de la baguette de pain lorsque le prix de la tonne de blé chute. Les prix ont donc tendance à demeurer inchangés. Ce qui ne sera pas sans conséquence sur la population.

Réaction de la population :

Cette flambée des prix mènera à des tensions sociales, dont le déclencheur pourrait être l'ajustement à la hausse des prix des produits pétroliers, intervenu il y a une semaine.

La situation est assez volatile sur le plan social. Les fonctionnaires, par exemple, vont probablement se « reconvertir » à l'agriculture et à l'élevage. Ce qui aura un effet certain sur le temps consacré à leur travail dans l'administration.

Le mécontentement populaire observé ailleurs, dans d'autres capitales africaines et mondiales, est à redouter.

Réaction du gouvernement :

Le Gouvernement n'a que peu de leviers d'intervention compte tenu de la situation des finances publiques, de ses fortes contraintes budgétaires et de trésorerie ainsi que de ses engagements dans le cadre du programme de stabilisation appuyé par le FMI.

Perspectives :

La situation d'enclavement de la RCA, l'absence de réformes structurelles du secteur agropastoral depuis quatre décennies et l'incapacité actuelle de l'appareil de production agricole et agro-alimentaire d'assurer la sécurité alimentaire du pays rendent, celui-ci, particulièrement vulnérable à un renchérissement des prix sur le marché international des denrées de première nécessité (*riz, huile, lait en poudre...*) et des matières premières (*notamment des produits pétroliers pour lesquels le pays est totalement dépendant de l'extérieur*).

Toutefois, bien que la flambée des prix soit porteuse, à court terme, de difficultés économiques, sociales et politiques majeures, elle pourrait à moyen et long terme être porteuse de changements qualitatifs et quantitatifs intéressants pour la République Centrafricaine. En effet, avec 623.000 km² et seulement 4.800.000 habitants, la République Centrafricaine dispose de terres en abondance.

Seulement 1% environ du territoire national est mis en culture. Et les 6 à 700.000 ha cultivés chaque année, ne représentent que 4% de la superficie arable estimée à 15 millions d'hectares environ. Compte tenu de l'immensité des réserves foncières disponibles et des besoins vitaux de la RCA en matière de lutte contre la pauvreté, de croissance et de développement, la question de l'organisation et de la libéralisation du marché de la terre s'avère des plus urgentes. Le gouvernement centrafricain s'est déjà attelé à traiter les aspects politiques et administratifs de la libéralisation du marché de la terre et des réformes fiscales correspondantes, afin de rendre notre pays plus attractif pour les capitaux étrangers et le préparer à se positionner dans le marché international du grain et des oléagineux au profit de tous les consommateurs du monde.

Car, nous nous trouvons ici devant un "cas d'école" où le développement des agro carburants ne se trouve pas en concurrence avec la culture de produits alimentaires ; de même qu'il n'entre pas en conflit avec la gestion durable de la part des forêts du bassin du Congo se trouvant sur son territoire et totalisant 5 millions d'hectares.

Aussi le gouvernement centrafricain reconnaît-il que la recherche de

solutions à l'échelle mondiale doit être globale. Il appelle les pays développés et le secteur privé international, détenteurs de capitaux, à entrer dans un partenariat "gagnant - gagnant" avec lui. Mutualisons nos ressources ! Nous avons les terres, nous avons l'un des contextes agro météorologiques les plus favorables au monde, vous avez les capitaux. Nous avons un besoin urgent de semences améliorées, d'engrais et d'outils mécanisés pour le travail du sol.

Produisons ensemble, mettons nous au travail pour qu'enfin la pénibilité du travail à la houe soit épargnée aux femmes des pays africains, pour augmenter la productivité du travail agricole, aussi bien dans le domaine des produits agroalimentaires que dans celui des agro carburants.

Pour terminer, je voudrais adresser mes félicitations à Monsieur Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, pour la qualité de ce sommet et pour avoir réussi à y convier les principaux acteurs de la problématique qui interpelle aujourd'hui la communauté internationale.

Je ne saurais oublier le gouvernement italien qui a abrité nos travaux dans sa belle capitale légendaire et chargée d'histoire !

Mesdames et Messieurs, Distingués participants,

Je vous remercie.